

Lutte de classe

Adresse aux militants du PT (CCI)

La déclaration de Schivardi-Gluckstein du 22 avril au soir tenait à la fois du mauvais gage et de tartufe, de l'homme satisfait de lui-même et de l'hypocrite.

Bien que le tandem Schivardi-Gluckstein n'ait pas réussi à dépasser le score misérable de 0,3%, malgré la médiatisation croissante de sa candidature au cours des dernières semaines de la campagne électorale, ce qui n'aura échappé à aucun militant, ils ont osé écrire « *J'estime avoir eu raison.* », tant la modestie les étouffe !

Au-delà de ce nouvel échec cinglant de la stratégie mis en oeuvre par les dirigeants du PT pour construire leur parti, plus généralement de sa ligne politique de défense de la démocratie bourgeoise depuis 1981, Schivardi-Gluckstein demeurent incapables de poser les réelles questions qui se posent à l'avant-garde du prolétariat et d'y apporter des réponses sérieuses et adéquates.

Ils écrivent : « *Nos concitoyens sont saisis d'inquiétude concernant leur avenir et l'avenir du pays. Ils cherchent une réponse, une issue. Ils aspirent à la mise en oeuvre d'une politique qui rompe résolument avec les politiques suivies depuis quinze ans.* », vous aurez remarqué qu'il ne s'agit plus de dénoncé la politique mise en oeuvre dès le 10 mai 81, ce qui laisse une porte de sortie à leurs « amis » élus du MS, MRC PRG et PCF pour voter Royal s'ils le souhaitent, tout est une question de basse manoeuvre, chacun l'aura parfaitement compris. Pendant ce temps là, son compère dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* du 25 avril laisse entendre qu'il ne la soutiendra pas au second tour, ce qui ne lui coûte rien puisque tout le monde a déjà oublié l'existence même de Schivardi et que le PT n'a aucune crédibilité auprès des travailleurs.

Mais qui peut le moins peut aussi le plus. Gluckstein a osé évoquer et dénoncer à demi-mot dans son éditorial la période de 1981-1984, sans doute pour tromper les jeunes militants qui n'ont pas connu cette sombre époque, pendant laquelle Delors fut le sinistre ministre de l'économie qui amorça la politique ultra réactionnaire qui s'est poursuivie jusqu'en 2007, et que le parti de Gluckstein à l'époque, le PCI, soutiendra en prétendant que le gouvernement était à « *la croisée des chemins* », comme s'il pouvait encore exister le moindre doute sur les intentions (passées et présentes) et l'orientation de la politique économique et sociale du gouvernement de front populaire, allant même jusqu'à faire croire aux militants qu'il pourrait encore rompre avec le capitalisme. Certes, le rappel de cette tartuferie énorme peut faire sourire 26 ans plus tard les militants qui ont bien connu cette époque qui allait devenir tragique pour leur parti, mais cet exemple sert surtout à montrer aux militants du PT que leurs dirigeants sont prêts à faire feu de tout bois pour justifier leur orientation politique réformiste, même l'emploi des mensonges les plus monstrueux ne les effraient pas.

Mais l'essentiel est ailleurs, ce qui s'est passé en réalité le 22 avril 2007 et que nos deux compères ne peuvent évidemment pas dire, c'est qu'aucun candidat ne s'est présenté sur le programme de la révolution prolétarienne, sur un programme de rupture avec la bourgeoisie et le capitalisme. Nous allons voir pourquoi concernant Schivardi-Gluckstein.

Plus loin, il écrit :

« *Je le répète : pour échapper à la déchéance, il faudra bien que soit réalisée la rupture avec l'Union européenne, et que soit convoquée l'Assemblée constituante souveraine par laquelle les délégués du peuple, élus à la proportionnelle intégrale, pourront définir eux-mêmes, souverainement, les formes et le contenu de la démocratie.* »

Vous aurez remarqué que nulle part il n'est question de l'abolition des institutions de la Ve République et de sa Constitution bonapartiste. Il n'est pas non plus question de rompre avec la bourgeoisie et le capitalisme, mais seulement avec l'Union européenne, ce qui ne les engage à rien là non plus, car il est impossible de rompre avec l'une sans avoir rompu au préalable avec l'autre, puisque les traités ont été signés par les chefs d'État français successifs avec l'Union européenne, justement dans le cadre

de la Constitution de la Ve République, dont l'une des principales fonctions est d'en assurer le respect et l'application depuis mai 1958, il fallait y penser.

Un militant du PT m'a écrit récemment que la convocation de l'Assemblée constituante souveraine revenait à remettre en cause les institutions de la Ve République, pourquoi pas, voyons ce qu'il en est au juste.

D'une part, rien ne nous dit que cette assemblée constituante n'adopterait pas une constitution aussi réactionnaire que celle de la Ve République et je vais vous dire tout de suite pourquoi, surtout rien ne dit non plus que la constitution qu'elle adopterait remettrait en cause les rapports sociaux d'exploitation, le régime capitaliste. Alors pourquoi ? Tout simplement parce qu'il manque au moins trois éléments essentiels pour que cette assemblée puisse prétendre être souveraine et représenter les intérêts des masses populaires : premièrement, l'interdiction des partis de la réaction d'y participer, deuxièmement, le fait qu'elle devrait s'appuyer au préalable sur le soulèvement révolutionnaire du prolétariat pour lui donner une orientation qui aille dans le sens de la rupture avec la bourgeoisie, ce qui ne veut évidemment pas dire que cette rupture serait consommée du seul fait de l'existence d'une telle assemblée, loin de là, j'aurais même plutôt tendance à penser le contraire, et troisièmement, la nécessité de disposer d'un parti révolutionnaire ancré profondément dans toutes les couches du prolétariat pour l'aider à chaque pas du processus révolutionnaire à déterminer les tâches qu'il a à accomplir, car pour reprendre la formule que les révolutionnaires connaissent par cœur, sans l'existence de l'expression consciente du mouvement inconscient le prolétariat ne prendra jamais le pouvoir, il n'y aura jamais de révolution victorieuse... Et pourquoi cela serait-il si important que les partis traditionnels de la bourgeoisie n'y soient pas représentés ? Inutile d'aller plus loin pour le moment sans nous poser quelques questions.

Dans quelles conditions une telle assemblée pourrait-elle être convoquée ? Par qui, qui en prendrait l'initiative ? Sur qui et sur quoi s'appuierait-elle ? Qui la composerait ? Quels en seraient ses objectifs ?

Vous m'excuserez, mais avant d'y venir, je pense qu'il est de mon devoir de préciser et de réfléchir sur la méthode mise en œuvre par les dirigeants du PT pour faire adhérer leurs militants malgré eux à leur théorie, ce qui relève davantage de la manipulation psychologie qu'autre chose.

Chers camarades, arrêtez-vous un instant et prenez le temps de comparer ma méthode qui consiste à poser publiquement et directement les questions essentielles qui doivent selon moi nous permettre de réfléchir individuellement sur des questions particulièrement importantes pour pouvoir ensuite avancer ensemble, et la méthode abstraite et arbitraire du PT, mais pas seulement, car c'est une déformation professionnelle des dirigeants de toutes les formations politiques, qui se bornent à asséner un certain nombre de « vérités » auxquelles il faudrait adhérer aveuglément, sans qu'ils n'aient pris au préalable la peine de poser un certain nombre de questions que pour ma part je m'emploie à poser systématiquement, et sans qu'ils y aient apporté la moindre réponse évidemment. Par exemple ici, on vous dit : voilà la solution, l'orientation c'est l'assemblée constituante souveraine. Pourquoi ? Qu'est-ce qui justifie ce mot d'ordre, sur quoi s'appuie-t-il, sur quel enseignement repose-t-il, à quelle réalité correspond-il, etc. ? Pas de réponses, vous n'en saurez rien, eux seuls le savent peut-être et encore. Ils vous disent : c'est ainsi, point, c'est à prendre ou à laisser, croyez-nous sur parole ! Pas de bol, nous ne croyons ni rien ni personne.

Je ne voudrais pas être désagréable pour le plaisir de l'être, mais je suis bien obligé de dire et de mettre en garde les militants contre ce procédé extrêmement dangereux qui me fait penser à un lavage de cerveau, oui, au procédé mis en œuvre notamment dans les sectes où l'on vous dit de ne pas vous poser de questions, d'oublier votre passé, vos expériences, votre famille, vos relations et amis, etc., afin de faire le vide autour de vous pour mieux accepter à votre insu des théories qui loin de participer à votre propre développement vous enchaînent à une conception de la vie et du monde dont seuls leurs concepteurs tirent finalement profit, l'appareil du parti en l'occurrence.

Vous allez peut-être penser que j'y vais un peu fort, sincèrement je ne le pense pas malheureusement, car je suis bien obligé de constater que l'emploi de cette méthode a abouti, qu'on le veuille ou non, à l'asservissement et la passivité de plusieurs générations de militants qui sont devenus incapables pour la très grande majorité d'entre eux de réagir face aux diktats de leurs dirigeants qui ont réussi à leur faire avaler des couleuvres aussi grosses que l'association avec des

élus du parti de De Villiers ou de Sarkozy (nous le verrons plus loin), ce qui paraît complètement aberrant et qu'on aurait du mal à croire pour le coup si nous n'en avions pas la preuve sous les yeux.

Vous avouerez que pour pouvoir passer ainsi allègrement du *Programme de transition* de Trotsky à la collaboration avec cette vermine réactionnaire, on ne peut plus se contenter de parler d'embrigadement ou même d'endoctrinement, il faut être plus que conditionné politiquement, mais bien manipulé psychologiquement à son insu, à moins d'avoir accepté consciemment cette transition qui s'assimile à une capitulation et une trahison, qui les placent dès lors dans le camp de la réaction, c'est évidemment le cas des dirigeants du PT puisqu'ils ne cessent de nous en fournir des exemples jour après jour, mais je ne peux pas imaginer un seul instant que les militants de ce parti auraient accepté consciemment de renier et d'abandonner le programme de la révolution prolétarienne, de troquer le programme de la révolution socialiste pour une association permanente avec cette pourriture infâme du MPF et de l'UMP, je pense en particulier aux militants du CCI du PT.

Le recours à cette méthode ne permet manifestement pas aux militants de se faire une libre opinion sur les fondements et la véracité de ces « vérités », puisque ce genre de discussions pourtant essentielles n'aura pas lieu dans leur parti, le rôle des militants étant réduit à commenter les décisions qu'on leur aura servies sur un plateau. Dans ces conditions on comprend parfaitement que la conscience politique des militants soit entièrement subordonnée et orientée dans une direction précise savamment orchestrée par leurs dirigeants, sans que leur esprit critique ne soit mis à contribution, les privant ainsi des moyens indispensables pour progresser dans la compréhension de la situation politique et ses développements.

Je pense que cet aspect des choses est suffisamment grave pour qu'on ne l'escamote pas. Vous me direz que c'est une question qui déborde largement le cadre du PT, je suis parfaitement d'accord avec vous, mais je me devais de dire ou de rappeler qu'elle concerne aussi ce qui se passe à l'intérieur des partis politiques en général, y compris au PT.

Reposons nos questions si embarrassantes pour que les dirigeants du PT les passent systématiquement à la trappe.

Dans quelles conditions une telle assemblée pourrait-elle être convoquée ? Par qui, qui en prendrait l'initiative ? Sur qui et sur quoi s'appuierait-elle ? Qui la composerait ? Quels en seraient ses objectifs ?

Je le répète, vous aurez remarqué sans doute que nos deux compères prennent bien soin de ne répondre à aucune de ces questions déterminantes et qui sont au demeurant incontournables je le répète, à moins qu'il ne s'agisse que d'une manœuvre pour faire diversion et détourner les militants des tâches immédiates à accomplir, ce que je pense et je vais vous le démontrer.

Maintenant abordons chacune de ces questions et voyons de quelle manière nous pourrions éventuellement y répondre, puisque j'appelle chaque militant à y réfléchir librement, je n'ai l'intention d'imposer à personne mon analyse et les conclusions auxquelles je suis parvenu.

Dans quelles conditions une telle assemblée pourrait-elle être convoquée ? Partons de la réalité.

Il est évident que les institutions de la Ve République ne disparaîtraient pas du jour au lendemain, elles continueraient de fonctionner pendant que serait convoquée cette assemblée constituante pour peu que ce processus puisse être mener à son terme, ce qui est loin d'être donné d'avance. Tout le pouvoir demeurerait entre les mains des institutions de la Ve République, elles n'auraient de cesse de combattre avec tous les moyens dont elles disposent pour empêcher que cette assemblée constituante voit le jour.

On ne peut pas évoquer une assemblée constituante sans évoquer les institutions existantes, ce ne serait pas sérieux, nous sommes bien d'accord. On ne peut pas non plus évoquer le sort de l'une sans évoquer le sort de l'autre, non pas qu'il serait obligatoirement lié en permanence, mais nous sommes bien obligés de tenir compte que les développements qui ne manqueraient pas de se produire dans l'une entraînerait presque inévitablement des conséquences sur les décisions que seraient amenées à prendre l'autre... Or, l'appareil d'Etat, notamment son formidable arsenal répressif et judiciaire se trouve être entre les mains des institutions de la Ve République, le pouvoir répressif et judiciaire

dépend directement de ces institutions, et au-delà, il est inscrit dans la Constitution, vous pouvez vous le vérifier.

Pour revenir à notre question : que deviendraient les institutions de la Ve République, le Président de la République qui est le chef des armées au service de la bourgeoisie, l'Assemblée nationale et le Sénat, le Conseil d'État et le Conseil constitutionnel entre autres qui a eux seuls peuvent suspendre à tout moment les libertés individuelles, décréter l'état d'urgence, instaurer un couvre feu, organiser la répression des militants ouvriers, dissoudre les partis ouvriers, interdire tout rassemblement et saisir les journaux ouvriers, emprisonner, torturer et faire disparaître leurs dirigeants, cadres et militants, etc. ? Pensez-vous sérieusement qu'ils resteraient les bras croisés en attendant des jours meilleurs ?

Ces institutions seraient-elles réduites à l'impuissance et au silence du jour au lendemain suite à un décret de monsieur Schivardi ou à la convocation d'une assemblée constituante par je ne sais pas qui ? La bourgeoisie resterait de marbre face à une entreprise qui conduirait si elle était conduite à terme à remettre en cause son pouvoir politique, admettons provisoirement que ce soit l'objectif de cette assemblée constituante, mais c'est une vue de l'esprit particulièrement dangereuse et irresponsable que de le prétendre ou de vouloir nous le faire croire.

Par qui serait-elle convoquée, qui en prendrait l'initiative ? Nos deux compères sont totalement incapables de répondre à cette question clé, nous verrons plus loin pourquoi.

Schivardi-Gluckstein s'imaginent peut-être la convoquer eux-mêmes à partir de leur 0,3%, sous prétexte qu'il suffirait qu'ils représentent les aspirations des masses populaires pour que leurs désirs deviennent réalité, autant dire que nous avons à faire ici à une hypothèse sortie tout droit de l'esprit de mégalomanes.

Mais peut-être s'imaginent-ils conquérir la majorité à l'Assemblée nationale avec leur nouveau parti fait de bric et de broc qui déciderait ensuite de convoquer une assemblée constituante, ce qui signifie que ce serait un processus purement électoral qui permettrait d'avancer sur la voie de la rupture avec le capitalisme, bafouant au passage tous les enseignements de la lutte de classe du prolétariat depuis plus de deux siècles, à moins évidemment que ce ne soit pas véritablement leur objectif, comme se n'est pas davantage celui de Morales en Bolivie, par exemple, nous serons définitivement fixés sur cette question lorsque nous aborderons la question de la composition de leur nouveau parti et celle de leur assemblée constituante.

Pour ma part, je pense que seule la mobilisation révolutionnaire du prolétariat au cours de laquelle il se dotera de son propre organisme politique indépendant comparable au soviétique, instituant et imposant de fait un double pouvoir dans le pays, posant progressivement et de plus en plus directement la question du pouvoir politique et de l'État, qui sera à même de poser la question de la nécessité d'abattre les institutions et d'abolir la constitution qui constitue le pilier sur lequel repose aujourd'hui l'État bourgeois, le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie. Puisque que je ne vois pas jusqu'à preuve du contraire comment un autre processus pourrait conduire à la prise du pouvoir par le prolétariat, c'est en résumé l'orientation politique que j'ai décidé d'adopter, car elle a le mérite de prendre en compte l'ensemble des questions qui sont posées ici et d'y apporter des réponses claires et cohérentes.

Quant à la question centrale de savoir comment la mobilisation révolutionnaire du prolétariat pourrait se réaliser, je la traite un peu plus loin.

Sur qui et sur quoi s'appuierait cette assemblée constituante ? Nous n'en savons absolument rien. Certainement pas sur la mobilisation révolutionnaire des masses, elle effraierait leurs « amis » politiques du MPF, de l'UMP qu'ils appellent à les rejoindre dans leur nouveau parti. Sur qui alors ? Nous sommes bien obligés de constater qu'il n'y a pas d'autre réponse possible à cette question que celle que j'ai donnée dans le paragraphe précédent.

Maintenant qu'un processus électoral puisse concourir à l'irruption violente des masses sur la scène politique, je ne le nie pas, mais je constate aussi que c'est généralement le contraire qui s'est produit à chaque fois dans le passé. Mieux, si vous avez bien observé ce qui s'est passé en Bolivie, les élections ont eu plutôt tendance à agir comme un soporifique pour endormir les masses populaires au lieu de favoriser le développement de leur mobilisation. On leur a dit : surtout ne vous mobilisez pas,

reprenez le chemin des usines et des champs, au sein de la constituante on s'occupe de tout ! Si vous regardez plus loin dans le passé, prenez l'Espagne révolutionnaire des années 30, les républicains, réformistes et stalinien ont remporté les élections, ils ont formé un gouvernement de front populaire auquel s'est associé le Poutm et les anarchistes, les masses ont cru être dans leur droit en commençant à s'en prendre à la propriété privée des moyens de production et d'échange, avant d'être trahies par ce même gouvernement, puis finalement massacrées par les troupes de Franco avec l'aide de Staline. Pourquoi ? Parce que le gouvernement avait refusé de démanteler l'appareil d'État bourgeois, les institutions, notamment. Notez au passage que l'échec de la révolution espagnole sera la conséquence de la défense par les tenants du front populaire d'une forme de domination bourgeoise contre une autre, la démocratie contre la dictature franquiste, exactement ce que nous proposons Schivardi-Gluckstein préparant ainsi les défaites de demain du prolétariat ou pire encore si Sarkozy était élu.

Lorsque au cours d'un processus révolutionnaire les masses n'ont pas une claire conscience des tâches qu'elles doivent accomplir à chaque étape ni même des objectifs qu'elles doivent atteindre, notamment son propre armement et le désarmement de la réaction, elle court infailliblement aux pires défaites. Or, qui en dehors d'un parti révolutionnaire ancré profondément dans toutes les couches du prolétariat et en qui il aurait placé sa confiance, qui d'autre pourrait l'aider à prendre conscience de ses tâches ? Personne. Un gouvernement ouvrier, un soviétique sans un parti bolchevik majoritaire à sa tête seraient liquidés par la contre-révolution en moins de deux, c'est ma conviction.

Et bien voyez-vous, c'est justement la construction de ce parti qu'ont définitivement abandonné les dirigeants du PT en 1986, ce qui me fait dire qu'ils ne poursuivent pas le même objectif que nous et le prolétariat depuis très longtemps, ce qui explique parfaitement leur incapacité à répondre aux questions que j'ai soulevées et que l'avant-garde du prolétariat sera bien obligée de se poser un jour ou l'autre pour aller de l'avant et construire le parti. En oubliant tout simplement la question centrale, prépondérante et irremplaçable du parti au cours de la révolution, les dirigeants du PT se sont complètement discrédités aux yeux des militants révolutionnaires.

Reprenons le cours de nos questions.

Qui la composerait ? En voilà une excellente question vous ne trouvez pas ?

Deux éléments figurant dans leur proposition vont nous permettre d'y répondre à leur place sans la moindre hésitation.

Pour commencer prenons les « *députés du peuple* », d'où sortiraient-ils ? Mystère, pas de réponse non plus à cette question. Qui pourraient-ils être sachant qu'ils considèrent les élus comme des représentants de la « *démocratie* » dont ils se réclament haut et fort ? Il n'y a pas lieu de penser qu'ils s'en remettraient à une autre forme de représentation qui ne pourrait provenir que de la mobilisation révolutionnaire des masses, puisque pour eux il n'en est nulle part question, donc il faut bien admettre qu'ils s'en remettront aux formes classiques de la représentation bourgeoise qui existe actuellement, en passant par un processus électoral classique et les partis politiques existants. C'est là que les choses se gâtent ? Lesquels ? Tous les partis y compris le FN, le MPF, l'UMP, l'UDF ? Vous avez bien noté qu'ils ont pris soin d'écarter cette question plutôt embarrassante pour eux, et pour cause. Mieux encore, ces « *députés* » qualifiés du « *peuple* » pour n'oublier personne sans doute seraient « *élus à la proportionnelle intégrale* » ce qui laisserait une place importante à la représentation de tous les partis de la réaction pour organiser la contre-offensive contre le prolétariat et son avant-garde révolutionnaire, ils conserveraient un pied au sein de l'Assemblée nationale et l'autre au sein de la constituante qu'ils saboteraient et combattraient férocement pour la dévoyer, et pour la renverser le moment venu par la force. De plus, les partis de la réaction conserveraient l'intégralité de leur pouvoir financier leur permettant de mener campagne à leur guise, et c'est le parti de Schivardi-Gluckstein qui prétendrait rivaliser avec eux qui leur imposerait des règles avant même de détenir le moindre pouvoir pour les contraindre à s'y plier, c'est une mauvaise plaisanterie. Rappelons pour bien se situer dans le contexte évoqué ci-dessus, que temps que l'assemblée constituante n'aura pas siégé et décidé de rogner sur les pouvoirs des institutions et de la bourgeoisie, ils conserveront les mains libres et la totalité de leur pouvoir, y compris au moment de l'élection hypothétique des « *députés du peuple* » à l'assemblée constituante, ce qui me fait dire que tout cela n'est pas sérieux.

Mais rassurez-vous ils font appel à différents modèles d'assemblée constituante et passe de l'une à l'autre en fonction des jours et des heures de la journée.

Chacun se souvient également que la IV^e République entre 1945 et 1958 constitua un modèle d'union nationale qui a permis notamment au capitalisme français de se remettre des conséquences et des destructions engendrées par la seconde guerre mondiale, au détriment du mouvement révolutionnaire du prolétariat dont les aspirations furent trahies. C'est en quelque sorte le même schéma qu'ils nous proposent ici, et dont ils n'hésitent pas à faire l'apologie dans leur journal, sans tenir compte que nous sommes placés face à des conditions différentes marquées par l'approfondissement de la crise qui mine de façon inexorable le capitalisme mondial, la survie du système économique capitaliste conduisant l'humanité tout entière au bord du chaos et de la destruction un peu plus chaque jour.

Mais ce modèle de démocratie bourgeoise cher aux dirigeants du PT et qui leur a notamment permis de prendre pied au sein du syndicat FO de la fonction publique en épaulant la SFIO contre les stalinien, ce dont ils ne se vantent évidemment pas, ne fut-il pas précisément un modèle achevé de corporatisme, de collaboration de classes, au cours duquel fut mis en place des organismes où collaborent toujours gouvernement, patronat et syndicats, sans parler par exemple des comités d'entreprise dont le patron est le président ? Il est bon parfois de se rafraîchir la mémoire, et au lieu de vanter sans cesse les « acquis », on ferait mieux d'y regarder de plus près, afin de prendre la mesure exacte de leur contenu au lieu de raconter n'importe quoi.

N'est-ce pas justement à cette époque glorieuse dont les dirigeants du PT n'arrêtent pas de chanter les louanges, que se sont noués des liens étroits entre les représentants de la bourgeoisie et l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier, trotskystes inclus ? Quand vous repenserez à la crise de 1952-53 qui a disloqué la IV^e Internationale, n'oubliez pas ces éléments capitaux qui sont les clés qui vous permettront peut-être de comprendre pourquoi nous n'avons jamais pu construire un véritable parti révolutionnaire, parce que le vers du réformisme, qui allait pourrir le fruit, était à l'intérieur dès cette époque, la suite des événements n'a malheureusement fait que confirmer cette affirmation, et le spectacle que nous offrent aujourd'hui Lambert et Gluckstein de leur totale décomposition politique en est le plus brillant exemple.

Pour résumer, ces renégats du socialisme nous disent : entre un État bourgeois moins démocratique et un État bourgeois plus démocratique, nous allons combattre pour ce dernier. Mais est-ce bien le rôle de militants révolutionnaires de combattre pour assurer la survie de l'État bourgeois quelle que soit sa forme ? Ne serait-il pas plutôt de le combattre par tous les moyens pour l'affaiblir et finalement le renverser ? Poser la question c'est y répondre, Gluckstein adore cette formule qu'il a encore reprise dans son dernier éditorial. Vous comprenez pourquoi Schivardi refuse catégoriquement qu'on lui colle l'étiquette de révolutionnaire ?

Nous arrivons enfin à la dernière question que j'ai effleurée plus haut : Quels en seraient ses objectifs ?

Pour commencer il faut évoquer les manœuvres auxquels se sont livrés nos deux compères pendant la campagne électorale. Pendant que Gluckstein et les dirigeants du PT écrivaient la plupart des communiqués les plus importants sur le plan politique, de son côté Schivardi intervenait dans les médias. Pendant que l'un disait une chose, l'autre s'employait à dire exactement l'inverse. Pendant que Gluckstein écrivait qu'il était pour l'abolition de la Ve République en se faisant passer pour Schivardi, celui-ci vantait au même moment les mérites... du général De Gaulle à de multiples reprises pour lequel (et son parti) justement la Ve République avait été taillée sur mesure.

Ensuite, ils ont écrit dans leur appel : « *En un mot, nous avons dit : la nation veut vivre, la nation doit vivre (...)* » Voilà au moins un objectif qui a le mérite d'être parfaitement clair. Que vive la nation et tant pis si le prolétariat en crève ! C'est ce relent nationaliste à vomir pour tout militant révolutionnaire qui sert à la fois de toile de fond et d'objectif à la politique de Schivardi et Gluckstein. Et après cela ils oseront encore dénoncer les altermondialistes qui se vautrent dans la fange de la « société civile », alors qu'ils font exactement la même chose, seule la forme présente quelques variantes pour tromper les militants, mais le contenu, le fond est le même, sans que nous soyons dupe un seul instant de leurs manœuvres et de leur capitulation complète devant la bourgeoisie, car il faut bien dire les choses telles qu'elles sont à un moment donné.

Et pour bien comprendre qu'ils n'ont pas du tout l'intention de combattre pour une assemblée constituante qui aurait pu s'inspirer du modèle des soviets de la Russie de Lénine et Trotsky, plus loin ils enfoncent le clou en disant « *Les institutions démocratiques issues de la Révolution française, (...) elles constituent le socle à partir duquel tout peut et doit être reconquis, reconstruit, rebâti.* » Tout est dit en une seule phrase, dès lors tout le reste n'est plus que du baratin pour endormir ou divertir les militants une fois de plus.

Il ne faut jamais perdre de vue que nos deux compères se partagent les rôles comme je l'ai relevé précédemment, mais aussi qu'ils pratiquent le double langage à longueur de temps, soit dans le même document, soit d'un document à l'autre, d'un jour sur l'autre sans qu'aucun élément nouveau ne puisse le justifier, d'ailleurs ils n'essaient même pas de s'en donner la peine.

Nous avons ici la réponse à pratiquement toutes nos questions puisque la Révolution française a accouché d'une constituante où toutes les classes étaient représentées, et que d'autre part, il s'agissait d'une révolution bourgeoise qui devait permettre à la bourgeoisie d'asseoir son pouvoir non seulement sur la noblesse, mais aussi sur le prolétariat pour de très nombreuses années comme on peut encore le constater 218 ans plus tard. Donc le tandem Schivardi-Gluckstein nous propose rien de moins que de respecter ce modèle et de le perpétuer, autant dire qu'ils ont décidé à leur manière, ouvertement, d'œuvrer à la survie et à la pérennité du système capitaliste sans qu'il ne soit plus jamais question de socialisme, cela ne vous aura pas échappé non plus.

En comparaison avec ces renégats du socialisme et du trotskysme, je considère la Révolution française comme la date anniversaire de l'entrée en guerre de la bourgeoisie contre le prolétariat. Se réclamer de la Révolution française, c'est se réclamer de la contre-révolution, c'est se placer délibérément dans le camp de la réaction. C'est le choix qu'ont fait Schivardi et Gluckstein, nous le respectons et nous les combattons sans répit, c'est notre droit aussi.

Quant à nous, notre objectif n'est pas de « *sortir ce pays de la crise* » comme ils l'ont écrit dans leur déclaration, j'aurais plutôt tendance à dire que plus il s'enfoncera dans la « *crise* » plus le prolétariat aura d'opportunité pour se soulever et poser la question du pouvoir politique, c'est notre objectif de l'aider à en prendre conscience pour la résoudre. Notre objectif n'est pas non plus que « *la nation vive* », car qui dit « *nation* » dit assurer aussi la survie de la classe sociale qui détient le pouvoir et qu'au contraire nous devons combattre, la bourgeoisie, de plus pour nous, il est inconcevable de s'appuyer et de défendre un modèle de démocratie bourgeoise contre un autre, dont Marx, Engels, Lénine et Trotsky se sont employés à répéter à de multiples reprises qu'elle n'existait que pour 1/10e de la population, les 9/10e restant en étant exclus, c'est-à-dire le prolétariat. Comme dirait l'autre, il faut choisir son camp.

Je pourrais terminer par deux interviews de Schivardi que j'ai découverts hier seulement et qui à eux seuls suffiront à comprendre la nature exacte des intentions des dirigeants du PT et du parti qu'ils appellent à construire, et où ils comptent mener leurs militants s'ils acceptent de se plier à leur diktat. Car il faut savoir aussi que les militants du PT sont pris en otage par leur direction : soit ils acceptent de se plier à l'orientation droitiste de leur parti et de côtoyer des individus aussi infréquentables que les élus du MPF, de l'UMP et de l'UDF, notamment, soit ils le quittent ou la ferment en se contentant de devenir de simples adhérents en attendant des jours meilleurs ou de démissionner un peu plus tard.

Voici un passage du premier article du *Parisien* daté par erreur du 30/12/07 il devait s'agir du 30 décembre 06 ou du 30 février 07 peu importe, je l'ai extrait du site Internet de *La Commune* :

« *« ce personnage est plus complexe qu'il n'y paraît. Il critique le re-groupement forcé des communes, mais il est vice-président (indemnisé) de la communauté de communes du Canal du Midi en Minervois. Il fustige le traité de Maastricht et ses conséquences mais il a voté oui au référendum de 1992 « par fidélité à Mitterrand ». Il se dit allergique aux calculs politiques mais il est un ancien militant et cadre socialiste de 1975 à 2003 ; habitué de l'arrière-boutique du PS Audois (...) Il dénonce enfin la dérive droitiste de Ségolène Royal et du PS mais, depuis 2001, il siège avec les 26 élus PS au sein de la majorité du Conseil général. « Avec loyauté » précise Michel Escande, le patron du groupe (...).* » »

La Commune ajoutait ce commentaire très juste : « *Voilà donc le pourfendeur de l'Union européenne et de l'Intercommunalité, toujours vice-président (jusqu'à preuve du contraire) de la communauté de communes. On dit pourtant que qui peut le plus peut le moins... Il semble que pour Schivardi, sortir de la communauté de communes soit plus difficile que de sortir de l'Union européenne.* »

Quand j'ai écrit il y a quelques semaines que le PT était une forfaiture permanente, une formidable escroquerie politique, je n'exagérais pas, j'étais même loin du compte avec l'histoire des relations tordues de Schivardi avec les nationalistes de la coalition Languedoc et Roussillon en 2004, semble-t-il. (voir l'article dans le site : Schivardi le « grand écart »)

Voilà pour quel genre d'individu les dirigeants du PT n'ont pas hésité à appeler à voter, une canaille quoi, un individu sans principe. On a tout de suite envie de dire après cette lecture que leur morale et la nôtre, c'est comme deux camps aux intérêts inconciliables.

Le second extrait provient du même site Internet, un conseil, ne le lisez pas après un bon repas... :

« *« dans mon comité de soutien, il y a des maires de tous bords, du MPF au PC (...) Ce sont des gens qui défendent les valeurs de la France, de la République »* (interview de Schivardi – *Midi libre* – 24/03/07). »

J'ignorais jusqu'à cette semaine qu'ils avaient été jusqu'à s'encanailler avec la vermine du MPF, un parti dont une bonne partie des membres sont issus du parti de Le Pen. C'est pire que tout ce qu'on aurait pu imaginer de la part des dirigeants du PT, à côté la LCR et LO sont presque des saints !

Voilà, mes chers camarades du PT et particulièrement mes camarades du courant communiste internationaliste, avec qui Lambert, Sandri, Gluckstein et Schivardi vous appellent à construire un nouveau parti. Si j'étais à votre place je me dirais ceci : je suis placé devant l'alternative suivante, soit engager le combat contre la direction, soit accepter cette orientation, au quel cas je suis mort politiquement, puisque l'on me demande de renier la totalité de mes convictions politiques, les idéaux révolutionnaires pour lesquels j'entendais combattre. A moins que vous n'optiez pour le moment pour la résistance silencieuse comme certains de vos camarades avec lesquels je suis en contact.

La balle est dans votre camp, les militants du mouvement ouvrier vous regardent et espèrent de votre part une réaction salutaire et courageuse, je sais que ce n'est pas facile pour vous, pas plus que pour le prolétariat qui n'en finit plus de souffrir davantage chaque jour qui passe, pensez-y, c'est le seul moyen de vous en sortir et de faire face à vos responsabilités. Je ne me pose pas en donneur de leçons, je vous dis simplement et sans détours ce que je pense voilà tout.

Je suis avec vous et je vous soutiens comme des centaines ou des milliers de militants anonymes, j'en ai la certitude, mais sachez que si vous ne réagissiez pas à l'entreprise criminelle de la clique à Gluckstein, je ne continuerai pas ce combat en étant isolé et avec le peu de moyens dont je dispose, puisqu'il n'aurait finalement abouti à aucune décision constructive de votre part.

Comprenez bien que pour des milliers de militants dont je fais partie, vous êtes notre seul espoir, pour le prolétariat tout entier aussi, et qu'il est à l'heure actuelle impossible de compter sur aucune autre formation politique pour construire le parti révolutionnaire qui nous fait tant défaut.

Oui, la crise de l'humanité se réduit bien toujours et encore à la crise de la direction du prolétariat.